Sommet de l’APEC à Hanoi (12-19 novembre 2006) : Liberté des échanges mais pas de liberté de parole : Les dissidents de Hanoi interdits aux étrangers pendant les rencontres de l’APEC

PARIS, 15 novembre 2006 - Alors que des milliers de participants se rencontrent pour discuter de la libéralisation des échanges et de l’ouverture des marchés au Sommet de l’APEC à Hanoi, la Sécurité vietnamienne a reçu des ordres stricts pour empêcher toute rencontre dans la capitale vietnamienne entre les dissidents d’une part et les diplomates et journalistes étrangers d’autre part.

La semaine dernière, la Sécurité a mis en place des postes de surveillance permanents devant les domiciles des militants démocrates et placé des pancartes ***« Pas d’étrangers »*** (en anglais) sur leurs portes, afin de donner l’impression que les dissidents eux-mêmes refusent tout contact avec les étrangers. Plusieurs dissidents ont été en outre menacés, agressés physiquement et soumis à des interrogatoires intensifs à l’approche des rencontres de l’APEC.

La Sécurité a mis en place des postes de surveillance permanents devant les domiciles des militants démocrates et placé des pancartes *« Pas d'étrangers »* (en anglais) sur leurs portes

Ø L'écrivain **Hoang Tien**, 74 ans, a rapporté dans une lettre à l'Assemblée Nationale que le 14 novembre 2006, des agents du Ministère de la Sécurité publique (Intérieur) et de la police locale avaient mis en place un poste de surveillance, avec tables et chaises pour les sentinelles, à l'entrée de sa maison, à la Résidence A11, appartement 420, district Thanh Xuan Bac, à Hanoi, et empêchaient quiconque de lui rendre visite. En réponse à ses demandes d'explications, les policiers de la Sécurité lui a dit qu'ils n'avaient aucun mandat officiel, mais qu'ils *« avaient reçu des ordres de leurs supérieurs pour bloquer sa maison pendant le sommet de l'APEC »*. Au mois d'août 2006, Hoang Tien avait été soumis à d'intenses séances d'interrogatoire après avoir fondé le journal non-officiel en ligne *« Liberté et Démocratie »* avec d'autres dissidents de Hanoi.

Ø L'avocat **Nguyen Van Dai** a rapporté que 10 agents de la Sécurité vietnamienne ont encerclé sa maison depuis le 14 novembre. Les policiers ont dressé un panneau ***« Pas d'étrangers »*** et interdit toute visite. Nguyen Van Dai a récemment fondé le « Comité pour les Droits de l'Homme au Vietnam » et, par suite, a été convoqué pour des interrogatoires répétés par la police.

Ø L'avocate **Le Thi Cong Nhan**, porte-parole du tout nouveau Parti du Progrès, est surveillée par 5 policiers en civil postés dans l'escalier menant à son appartement. Elle est fréquemment interrogée et harcelée du fait de son affiliation au Parti du Progrès. Le 6 novembre dernier, la police a forcé son employeur, un cabinet privé d'avocats, à la licencier. Sa ligne téléphonique a été coupée le 12 novembre 2006.

Ø Le journaliste **Nguyen Khac Toan** a déclaré que la Sécurité est postée en permanence autour de son domicile (11 rue Ngo Trang Tien, arrondissement Hoan Kiem, Hanoi) et lui interdit toute visite. Le 12 novembre, les policiers ont accroché sur sa porte un panneau indiquant : ***« Zone de Sécurité – Etrangers non autorisés »***. Nguyen Khac Toan avait été libéré lors d'une amnistie gouvernementale, en février 2006, après avoir purgé 4 années d'emprisonnement sur les 12 auxquelles il avait été condamné pour « espionnage » (Il avait en fait aidé des paysans expropriés à rédiger des plaintes pour l'Assemblée Nationale). Depuis sa libération, il est harcelé et interrogé par la police de façon répétée.

Ø Le cyberdissident **Nguyen Phuong Anh** est également empêché de recevoir des visites, les policiers de la Sécurité restant en faction devant sa maison à Hanoi en

permanence. Depuis un mois, la police le soumet à des interrogatoires répétés du fait des articles en faveurs de la démocratie qu'il a mis en ligne sur internet.

Ø Le dissident de Hanoi **Duong Van Duong** (alias Dai Duong) a été brutalement battu par quatre policiers en civil alors qu'il quittait le Parc Mai Xuan Thuong, où les paysans et autres **« Victimes des injustices »** *(dan oan)* se retrouvent régulièrement pour manifester. Les policiers lui ont dit : *« On va te battre à mort »* avant de le frapper au visage et à l'estomac. Duong Van Duong avait publiquement dénoncé la corruption des cadres de l'Etat dans la province de Thai Binh et aidé les paysans du Parc Mai Xuan Thuong à exprimer leurs doléances. Lui non plus n'a pas le droit de recevoir la visite des étrangers ou de les rencontrer.

Ø La Sécurité a également levé d'un cran la surveillance des dissidents à Ho Chi Minh Ville (Saigon), où se rendront la presse internationale et plusieurs dirigeants étrangers, comme le Président américain George W. Bush, après le Sommet de l'APEC. Le 14 novembre, **Hoang Huy Chuong**, un membre de la toute nouvelle et non-officielle **Organisation des Ouvriers et Paysans Unis**, a été arrêté à Saigon avec ses deux frères. Personne ne sait où ils sont actuellement. Le plus jeune frère, Doan Trieu Kinh-Kha, n'a que 9 ans. Ils ont été arrêtés sans mandat.

Ø Rappelant le traitement des dissidents dans l'ancienne Union Soviétique, l'avocate **Bui Thi Kim Thanh** a été placée dans un hôpital psychiatrique de Saigon, après ses interrogatoires par la Sécurité. Selon sa famille, la police l'a d'abord emmenée dans un hôpital psychiatrique des environs, où les médecins n'ont trouvé aucune trace de troubles mentaux. Les policiers l'ont par conséquent transférée à l'Hôpital Psychiatrique Central de Bien Hoa, à Saigon, où elle est maintenant enfermée. Mme Bui Thi Kim Thanh est une critique ouverte de la politique vietnamienne de confiscation des terres et une ardente avocate des paysans expropriés et autres *« victimes des injustices »* qu'elle assiste pour leurs recours et l'obtention d'indemnités.